

[Pour sa Survie AREVA courtise les Pétrodollars du Moyen Orient](#)

S



elon le Financial Times, le journal Anglais, la France étudie la possibilité d'ouvrir à des fonds d'investissements publics du Moyen-Orient le capital du groupe nucléaire Areva.

"Des discussions exploratoires ont eu lieu sur la possibilités que des fonds d'investissements publics prennent des participations minoritaires de 1 à 5 % dans Areva".

Aucune décision n'a encore été prise selon le FT et cette réflexion procède "d'un examen plus large de l'avenir d'Areva, qui a un besoin urgent de capitaux pour tirer parti de la renaissance de la demande mondiale pour le nucléaire".

Les ambitions du président français Nicolas Sarkozy

"Des responsables ont également laissé entendre que le gouvernement français pourrait être attiré par les avantages politiques" d'un tel plan, "étant donné les ambitions du président français Nicolas Sarkozy de jouer un rôle plus grand au Moyen-Orient".

Des investissements de partenaires stratégiques ou de fonds dans des marchés importants comme les Emirats arabes unis ou l'Arabie saoudite pourraient apporter les ressources financières nécessaires à la survie d'Areva et combler les envies des pays du Moyen Orient à posséder l'atome.

Retour à son core business

Depuis la séparation de Siemens et d'Areva, le groupe français subit une pression financière importante via le rachat de ce partenariat avorté pour un montant de 2 milliards d'Euro. Le Gouvernement Français va devoir vendre des parties d'AREVA qui ne font pas partie de son business de base.

Bien que AREVA et la seule entreprise qui construit actuellement des générateur de 3ème génération (EPR), la technologie de pointe fut apportée par Siemens dès 2001.

[Voir l'article en anglais du Financial Times](#) (site du FT)

[Lire séparation Siemens- AREVA](#)

[Coûts des Centrales EPR d'Areva](#)